



## -Education Nationale- Des conditions de rentrée inacceptables

Du jamais vu ! Après avoir subi 3 échecs aux élections, sans majorité depuis le 7 juillet, démissionnaire depuis le 16 juillet, le gouvernement est maintenu en place par le Président Macron au nom de la « gestion des affaires courantes ». Au nom des « affaires courantes », ce sont plus de 1160 décrets, arrêtés et textes réglementaires qui ont été publiés depuis le 7 juillet, c'est l'annonce d'un budget d'austérité qui prévoit 25 milliards d'euros à faire sur le dos des services publics, c'est le maintien de la réforme des retraites pourtant rejetée par une grande majorité de la population !

**NON ! La rentrée ne peut pas se faire sans une remise en cause des mesures décidées par ce gouvernement démissionnaire !**

Au nom « des affaires courantes », la ministre de l'Education Nationale a annoncé la poursuite des contre réformes dont ni les personnels, ni les parents d'élèves ne veulent en l'exprimant haut et fort l'année dernière dans notre département comme partout en France.

**Non ! Face à ce coup de force du Président Macron qui refuse d'écouter le résultat des urnes et qui maintient un gouvernement illégitime depuis près de deux mois, l'heure est à la mobilisation.**

Alors quelle est la réalité de la rentrée scolaire dans notre département ?

Cette situation actuelle est inédite et chaotique. Alors que l'administration annule les réunions des directeurs du 1<sup>er</sup> degré par manque de feuille de route, l'Inspecteur d'Académie se presse de convoquer le CSA départemental et la formation spécialisée qui décident des ouvertures et fermetures de classes et qui traitent des conditions de travail.

15 écoles impactées par des fermetures de classe, des classes qui ferment dans le second degré et un refus quasi systématique d'ouverture, des élèves qui s'entassent dans certains collèges, un manque criant de remplaçants et d'AESHs, de personnels administratifs, des structures spécialisées sacrifiées, voilà la réalité du terrain ! Il est urgent d'ouvrir des postes !

C'est pourquoi, la FNEC FP FO, n'accepte pas ce déni de démocratie et entend plus que jamais réaffirmer les revendications qu'elle porte. En ce sens, elle appelle à manifester le samedi 7 septembre avec les organisations syndicales de la jeunesse et avec son Union Départementale FO pour exiger :

- **Le respect de la démocratie !**
- **L'abrogation immédiate de la réforme des retraites !**
- **L'augmentation de 10% de la valeur du point d'indice et l'arrêt des rémunérations individualisées liée à des tâches supplémentaires comme le « Pacte » !**
- **Des créations de postes à hauteur des besoins dans les écoles, les établissements et les services !**
- **L'abrogation des mesures qui détruisent l'Ecole publique à commencer par le choc des savoirs !**
- **L'augmentation immédiate du SMIC à 1600 € !**
- **La défense de la sécurité sociale !**
- **La défense des statuts et des conventions collectives !**

**Dans ces conditions de rentrée inadmissibles, la FNEC FP FO de Haute-Loire invite les personnels des écoles, collèges et lycées à se réunir le plus rapidement possible, pour lister les besoins et décider d'initiatives immédiates pour faire aboutir les revendications.**